



PROCEDURE ADAPTEE REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

**TRAVAUX DE RÉNOVATION DE L'ISOLATION THERMIQUE
EXTÉRIEURE ET DE L'ÉTANCHEITE DES FAÇADES ET
TOITURES TERRASSES DU SIÈGE DE LA
CAF DU JURA À SAINT-CLAUDE
N°2025-04**

Date et heure limites de réception des offres :

Mercredi 25 Juin 2025 à 12H00

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 - Objet de la consultation

Le présent marché de travaux a pour objet la rénovation de l'isolation thermique extérieure et de l'étanchéité des façades et des toits terrasses du siège de la Caisse d'Allocations Familiales du Jura.

Le présent marché est constitué d'une tranche ferme et d'une tranche conditionnelle.

Les travaux seront réalisés en site occupé.

Lieu d'exécution :

Caisse d'Allocations Familiales du Jura
62, Route de Lyon
39200 SAINT CLAUDE

A titre indicatif, on peut prévoir que les travaux de la tranche ferme commenceront vers le mois de septembre 2025. Les titulaires devront être prêts à honorer le marché.

Les travaux de la tranche conditionnelle pourraient débuter au quatrième trimestre de l'année 2026.

1.2 – Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché ordinaire.

La consultation est soumise aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.

1.3 – Allotissement de la consultation

Les prestations de ce marché de travaux sont réparties en 7 lots :

Lots	Désignation	Codes CPV de référence	Tranche Ferme (TF) / Tranche Conditionnelle (TC)
1	Maçonnerie	45262522-6	TF
2	Étanchéité	45261420-4	TF
3	Bardage métallique / isolation extérieure	45262650-2 / 45320000-6	TC
4	Serrurerie / Métallerie	45421140-7 / 45223210-1	TF
5	Plâtrerie peinture	45442100-8	TF
6	Électricité – courants faibles	45311000-0	TF
7	Chauffage – Ventilation – Climatisation (CVC)	45331000-6	TF

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour un seul ou tous les lots.

1.4 – Durée du marché – sous-traitance

Le marché débute à la notification du marché et se termine à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

L'objectif est un achèvement prévisionnel des travaux de la tranche ferme en mars 2026 au plus tard.

Les autres missions peuvent alors être sous-traitées, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de son agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions fixées aux articles R2193-1 à 16 du décret n°2018-1075 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique, ainsi que la loi du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 – Conditions de participation des concurrents

Pour cette consultation, les concurrents se présentent sous la forme d'un prestataire unique ou d'un groupement. Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Le candidat pourra associer des disciplines complémentaires qui, selon lui, seraient rendues nécessaires par rapport à la complexité et à l'ambition du projet.

Conformément à l'article R 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise du pli contenant la candidature et l'offre et la date de signature du marché.

Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, un ou plusieurs sous-traitants.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

2.2 – Délai de validité des propositions

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des plis.

2.3 – Modification de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée (soit le 16/06/2025) pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.4 – Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

2.5 – Les intervenants

Contrôle technique : Consultation en cours.

Sécurité et protection de la santé des travailleurs : Coordination, sécurité, protection de la santé et plan de prévention sont prévus pour cette opération. Le cabinet S.P.B. assurera cette prestation pendant l'exécution du marché.

ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation des Entreprises contient les pièces suivantes :

- ☐ Le présent Règlement de Consultation,
- ☐ L'acte d'engagement (ATTRI 1),
- ☐ Les DPGF,
- ☐ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- ☐ 7 Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définis par lots
- ☐ Un modèle de mémoire technique,
- ☐ Les plans,

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr).

Afin de pouvoir bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la procédure, en particulier les éventuelles précisions ou modifications apportées au Dossier de Consultation des Entreprises, les candidats devront s'inscrire sur la plateforme. Pour cela, ils doivent renseigner leur nom (raison sociale...), une adresse électronique valide ainsi que le nom d'un correspondant.

Il est précisé que les données nominatives collectées par les différents formulaires sont destinées à la Caf du Jura. Le candidat est donc réputé avoir été informé que la Caf du Jura est responsable du traitement des données ainsi collectées. Il doit donc exercer son droit d'accès, de modification et de suppression directement auprès des services compétents de la Caf du Jura.

ARTICLE 4 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les propositions doivent être obligatoirement rédigées en langue française et exprimées en euros.

Si des documents en langue étrangère sont fournis, ceux-ci devront être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original.

Pour les entreprises et sociétés nouvellement créées, les candidats pourront fournir, comme « preuve par équivalence », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques, financiers) pour assurer les prestations.

Le pouvoir adjudicateur appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

Documents à produire pour la candidature (par voie électronique uniquement) :

- Au titre de leur capacité juridique :

- Lettre de candidature (ou DC1 dernière version recommandé) ;
- DC2 (déclaration du candidat) ;
- Documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat dans le cadre de la consultation ;
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en **redressement judiciaire** ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-10 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard du respect des articles L. 5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (article R.2344-2 du code de la commande publique).

- Au titre de leur capacité professionnelle, technique et financière :

- Présentation d'une liste des services exécutés **au cours des trois dernières années**, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des prestations et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Déclaration concernant le **chiffre d'affaires global** et le **chiffre d'affaires** concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels** du candidat ;
- Certificats de qualifications professionnelles ou preuve de la capacité du candidat par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de services attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. **Les qualifications professionnelles exigées par lot figurent en annexe 2 du présent document ;**
- L'**attestation d'assurance professionnelle en cours de validité**.

ATTENTION

1/ Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique, même pour les sociétés d'un même groupe.

2/ Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, l'un des renseignements ou documents demandés par le pouvoir adjudicateur, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

3/ Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

- **Pour justifier les capacités professionnelles techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants :** le candidat produit les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigés des candidats par le pouvoir adjudicateur.
- **Documents à produire pour l'offre :**
 - o L'Acte d'Engagement (ATTRI 1) ;
 - o Les DGPF ;
 - o Le CCAP général et les CCTP par lots ;
 - o Un mémoire technique (**modèle joint**) qui détaillera: le mode opératoire et les moyens mis en œuvre pour la réalisation des prestations (mode opératoire détaillé, moyens personnels et matériels affectés à ce chantier), l'engagement sur planning (les disponibilités sur les périodes de travaux mentionnées dans le présent document), les fiches techniques des produits et équipements mis en œuvre (marques, modèles, types et fiches techniques des matériaux principaux) et l'attestation de visite de chantier à joindre. Il précisera également les mesures adoptées par le candidat en terme de gestion environnementale.

La signature de l'offre est possible mais pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

Si le candidat souhaite déclarer un sous-traitant au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration (ou formulaire DC4) mentionnant :

- (a) la nature des prestations sous-traitées ;
- (b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- (c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- (d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- (e) les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Cette déclaration sera annexée à l'acte d'engagement du marché.

ARTICLE 5 – VISITES

Dans le cadre du présent marché, la visite de l'organisme est **obligatoire** afin de permettre une meilleure appréhension de ses particularités.

Chaque candidat est tenu de prendre un rendez-vous préalable auprès de :

Monsieur Frédéric PICHET
Expert marchés, budget et patrimoine
Tel : 03 84 45 86 11

Madame Amandine BERLUCCHI
Responsable Budget et Logistique
Tel : 03 84 45 86 09

Par mail à l'adresse : logistique@caf39.caf.fr

A l'issue de la visite, le candidat devra signer une attestation de visite permettant d'apporter la preuve de sa visite. Les Opérateurs Economiques qui ne seront pas venus à cette visite se verront remettre la note de 0 au sous critère technique "visite des locaux".

L'organisme fournira à chaque candidat un double de l'attestation de visite des locaux **à remettre impérativement à la remise de leur offre.**

L'ensemble des frais de déplacement du fait de la visite préalable est à la charge de l'Opérateur Economique.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Le dossier est constitué par l'envoi de fichiers informatisés reprenant les éléments énumérés à l'article 4 du présent document.

Les plis des candidats seront remis exclusivement sur la plateforme de dématérialisation de la Caf du Jura (www.marches-publics.gouv.fr).

ARTICLE 7 – SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La Caf du Jura se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation pour des motifs d'intérêt général.

La Caf du Jura se réserve la possibilité de négocier sans publicité préalable et sans mise en concurrence avec un ou plusieurs soumissionnaires :

- En cas d'absence de candidature ou d'offre déposée dans les délais prescrits,
- En cas d'offres inappropriées.

↳ **Les candidatures seront évaluées en fonction des capacités professionnelles, techniques et financières indiquées par le candidat.**

Avant de procéder à l'analyse des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier dans un délai identique pour tous ; ce délai ne saurait être supérieur à 10 jours.

Au regard des documents demandés, les candidats ne disposant pas des capacités techniques, financières et professionnelles suffisantes, ne verront pas leur offre analysée.

↳ **Les offres seront jugées et classées au regard de l'application des critères et sous-critères énoncés ci-dessous dans leur ordre de priorité décroissante :**

Critère n°1 (technique 60%)	Mémoire technique décomposé de la manière suivante : <i>Sous critère n°1 : Mode opératoire détaillé.</i> <i>Sous critère n°2 : Moyens personnels et matériels affectés à ce chantier.</i> <i>Sous critère n°3 : Disponibilité sur les périodes de travaux mentionnées au planning</i> <i>Sous critère n°4 : Fiches techniques des produits et équipements mis en œuvre</i> <i>Sous critère n°5 : Attestation de visite de chantier à joindre</i> <i>Sous critère n°6 : Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché</i>	Noté sur 60 Somme des notes des sous-critères <i>Noté sur 15</i> <i>Noté sur 5</i> <i>Noté sur 5</i> <i>Noté sur 20</i> <i>Noté sur 10</i> <i>Noté sur 5</i>
Critère n°2 (prix 40%)	Montant des travaux en € TTC.	Noté sur 40 <i>La note maximale ; 40 points ; sera attribuée à l'offre la plus basse. Les offres financières des candidats seront comparées au montant de l'estimation globale proposée par les autres candidats de la manière suivante : (montant TTC minimum proposé / montant TTC du candidat) x 40).</i>

Le classement de la proposition la plus intéressante, tel que défini lors du jugement des offres ne pourra être modifié lors de la mise au point du marché.

Les montant indiqués sur l'Acte d'Engagement prévaudront sur toutes les autres indications.

ARTICLE 8 – DÉLAIS – NEGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats sur le montant et/ou les modalités techniques de leur offre.

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition.

Pour rappel :

Au sens de l'article L 2152-2 du code de la commande publique, une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Au sens de l'article L 2152-3 du code de la commande publique, une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Les négociations auront lieu soit par écrit (mail), soit par convocation à un entretien de négociation dans les locaux de la Caf du Jura.

Un mail précisant les conditions de la négociation sera adressé aux candidats concernés.

De manière générale, les candidats sont informés que les négociations pourront porter sur :

- ✓ Le prix des prestations,
- ✓ La valeur technique.

Toute proposition complémentaire ou modificative de l'offre de base devra être transmise soit par courriel ou courrier au pouvoir adjudicateur et ce dans le délai fixé par écrit invitant le candidat à améliorer son offre.

Dans le cas où le montant total de l'offre serait modifié, la nouvelle proposition devra inclure un nouvel acte d'engagement. Chaque candidat est libre de se retirer de la négociation à tout moment. Il est tenu toutefois d'informer le pouvoir adjudicateur.

A l'achèvement de la négociation, l'ensemble des offres modifiées ou non, sera présenté au pouvoir adjudicateur et fera l'objet d'un dernier classement. A l'issue de la négociation, les offres qui seront restées inacceptables ou irrégulières ne seront pas retenues.

Le candidat le mieux classé sera déclaré attributaire du marché.

Conformément à l'article R 2123-5 du code de la commande publique, même si la négociation est prévue, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer ce marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

ARTICLE 9 – SUITE A DONNER À LA CONSULTATION

Par application des articles R 2143-6 à 12 et R 2143-16 du code de la commande publique, le marché ne pourra être attribué définitivement au candidat retenu que si celui-ci produit dans un délai de 8 jours à compter de la demande notifiée par le pouvoir adjudicateur :

- ☐ **Un état annuel des certificats reçus** (formulaire NOT11) ou **Cerfa n°3666**.
- ☐ **Une attestation de fourniture de déclarations sociales** émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois (*article D8222-5 du code du travail*).
- ☐ **Lorsque qu'une immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire ou lorsque la profession est réglementée**, l'un des documents suivants (*article D8222-5 du code du travail*) :
 - ✓ Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
 - ✓ Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
 - ✓ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
 - ✓ Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

□ **Dans le cas où** il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou K-bis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (article D8222-5 du code du travail).

□ La **liste nominative des salariés étrangers** employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D8254-2, D8254-3, D8254-4, D8254-5 du code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.

En cas de non-présentation de tout ou partie des documents figurant ci-dessus, le soumissionnaire verra son offre rejetée. En ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires pour que le marché lui soit attribué.

Il sera procédé ainsi dans l'ordre de classement jusqu'à ce que l'un des candidats classés remette effectivement ces documents conformément aux articles R.2143-6 à 12 et R 2143-16 du code de la commande publique.

ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, via la plateforme de dématérialisation, à l'adresse suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

Ces demandes ne devront pas contenir d'informations qui relèveraient du secret industriel et commercial ou de la vie privée.

**Le soumissionnaire,
pour approbation**

Date : **3-6-25**

**Cachet de la société
et signature de la personne
habilitée à présenter l'offre :**

**Fait à Saint Claude,
Le 27 mai 2025**

**Le Directeur,
David TORRES**



**La Directrice Comptable et Financière,
Martine DAUCHY**



Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

1. Conditions de transmission des plis

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme "PLACE" : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire. En cas d'allotissement, chaque lot doit obligatoirement faire l'objet d'un dépôt électronique. Il est toutefois possible de faire un dépôt électronique unique pour plusieurs lots à condition que l'identification des lots auxquels il est répondu soit possible et sans ambiguïté.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations suivantes :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques ;
- mode opératoire DUME pour les opérateurs ;
- assistance téléphonique ;
- module d'autoformation à destination des opérateurs ;
- foire aux questions ;
- lien vers des documents de référence ;
- outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

2. Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés.

Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

La date et l'heure prises en compte sont celles données par la plateforme de dématérialisation à réception des documents envoyés par les candidats.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

3. Copie de sauvegarde

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, pour pallier les éventuelles défaillances de transmission ou la présence d'un programme informatique malveillant dans la candidature et/ou dans l'offre transmise par voie électronique, les candidats sont autorisés à effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission via mail à l'adresse suivante : logistique@caf39.caf.fr, ou sur support papier.

La copie de sauvegarde doit être envoyée sous pli scellé avec la mention « Copie de sauvegarde » dans les délais impartis pour la remise des plis sur support papier.

Cette copie est transmise sous pli par voie postale à l'adresse suivante :

Monsieur le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales du Jura
« Travaux de renovation de l'isolation thermique extérieure et de l'étanchéité des façades et toitures terrasses – Copie de sauvegarde- Ne pas ouvrir »
62 Route de Lyon
39 207 SAINT CLAUDE cedex

Ou par dépôt contre récépissé à notre accueil, 62 Route de Lyon, 39 200 Saint Claude, du lundi au vendredi de 8H à 12H et de 13H à 16H (sauf le mardi après-midi, les jours fériés et les jours chômés). Le pli devra comporter les mêmes mentions que l'envoi postal.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par ailleurs : ils doivent être signés si la signature est requise. Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support choisi est électronique, la signature est électronique, ou à défaut signé après re-matérialisation. Dans tous les cas, la signature, électronique ou non, est apposée sur tous les documents pour lesquels une signature est exigée.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des marchés publics.

Il est précisé aux candidats que cette copie de sauvegarde, si elle est transmise dans les conditions précitées, n'est ouverte en lieu et place du pli contenant la candidature et l'offre transmis par voie électronique, que lorsque ce dernier ne peut être ouvert, n'est pas parvenu dans les délais ou contient un programme informatique malveillant.

Le pli contenant la copie de sauvegarde, que le pouvoir adjudicateur n'aura pas eu besoin d'ouvrir, sera détruit.

Si la candidature transmise par voie électronique est rejetée, l'offre correspondante est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur, sans avoir été lue. Le candidat en est informé.

Si la transmission électronique est accompagnée d'une copie de sauvegarde, cette dernière est détruite, sans avoir été ouverte.

La transmission complète, des candidatures et des offres, devra intervenir avant la date et l'heure limite de réception des offres publiée dans l'avis d'appel public à la concurrence sous peine d'irrecevabilité.

Le dépôt des candidatures et des offres par voie électronique donne lieu à un accusé de réception indiquant la date et l'heure de réception.

La date et l'heure prises en compte sont celles données par la plateforme de dématérialisation à réception des documents envoyés par les candidats.

4. Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.



Caisse d'Allocations Familiales du JURA
62, route de Lyon - 39207 SAINT CLAUDE

Rénovation de l'isolation thermique extérieure et de l'étanchéité
des façades et toitures terrasses

QUALIFICATION / Mai 2025

DESIGNATIONS

LOT N° 01 - MACONNERIE	2112
LOT N° 02 - ETANCHEITE	3213
LOT N° 03 - BARDAGE METAL / ISOLATION EXT	3813
LOT N° 04 - SERRURERIE / METALLERIE	4411
LOT N° 05 - PLATRERIE / PEINTURE	4131
LOT N° 06 - ELECTRICITE	/
LOT N° 07 - CVC	/